

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

Date de la Convocation : 12 février 2021

Date d'affichage : 12 février 2021

<b>OBJET :</b>	<b>Subvention au Comité des fêtes</b>
----------------	---------------------------------------

L'an deux mille vingt et un, le dix-huit février, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

**Présents :** Michel VENIAT, Alexandra PULLIAT, Romain MERVILLE, Régine GUILAIN, Francis WOJTOWICZ, Rossana CARLIER, André CROMBEZ, Danielle CHOTEAU, Daniel TISON, Catherine ESTAQUET, Dominique JOHN, Brigitte DUBOIS, Jean-Luc BALASSE, Bénédicte GOSSE, Yves PETIT, Patrick ZIATKOWSKI, Florence CARBOULET, Régis FASSART, Laurence SALVA, Guillaume LECARPENTIER, Emmanuelle EGELE, Séga SOUMARE, Mathilde LARGILLET, Coraline KULCZYCKI, Sami JOURNET, Michelle BLEUSE, Thomas OMIETANSKI, Julien FRANQUET, Caroline VARLET

**Absents ayant donné pouvoir :** Me BOUDRY a donné procuration à Mr MERVILLE  
Mr BRAHMA a donné procuration à Me CARLIER R.  
Me CARLIER V. a donné procuration à Mr VENIAT

**Absents :** Mr NOULIN

**Secrétaire de séance :** Me CARBOULET

<b>Nombre de</b>	<b>En exercice :</b>	<b>33</b>	<b>Vote :</b>	<b>Pour :</b>	<b>32 / 32</b>
<b>Conseillers</b>	<b>Présents :</b>	<b>29</b>		<b>Contre :</b>	<b>0 / 32</b>
<b>Municipaux :</b>	<b>Votants :</b>	<b>27 + 3 procurations</b>		<b>Abstentions :</b>	<b>0 / 32</b>

### Présentation :

Chaque année, le Conseil Municipal attribue des subventions à certaines associations qui le sollicitent.

Concernant le régime juridique des actes pris par les autorités communales, l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du Conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet, soit en leur nom personnel, soit comme mandataires.

Aussi, dans un souci de transparence et d'égalité de traitement, les élus qui ont un intérêt dans l'une ou l'autre des associations demandeuses sont invités à ne pas participer aux votes les concernant.

### Délibération :

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et particulièrement les articles L. 2131-11 L. 2311-7 ;

**Considérant** les crédits qui seront prévus au Budget Primitif de la commune au titre de l'année 2021 ;

**Le Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**DIT** que ne prendront pas part aux votes des associations dont ils sont membres de l'organe de direction, membres dirigeants ou membres du bureau :

Comité Local des Fêtes

Danielle CHOTEAU  
Jean-Luc BALASSE

**ATTRIBUE** les subventions de fonctionnement au titre de l'année 2021, telles que reprises ci-dessous :

	Montant subvention	Imputation
Comité local des fêtes	5 860,00 €	F. 024 / art. 657

**DECIDE** qu'exception faite des associations qui font l'objet de dispositions spécifiques prévues par convention ou reprises en annexe, les subventions seront versées en une seule fois en exécution de la présente décision ainsi que du Budget primitif 2021.

**DECIDE** que les associations qui se voient attribuer une subvention par la Commune doivent produire les pièces administratives, statutaires et financières qui permettront de justifier de l'existence de leur activité ainsi que du respect de la réglementation et de leurs propres statuts (statuts, récépissé de déclaration, procès-verbal d'assemblée générale, rapport moral et d'activité, rapport financier, compte de résultat de l'année N-1, budget prévisionnel de l'année N, liste des membres du bureau... ). A défaut, le versement de la subvention sera susceptible d'être suspendu.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Maire,



**Michel VENIAT**

Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du .....

par sa publication en date du .....

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.*